

Délibération n° 2017-02-23/1

Objet : Mise en œuvre de la protection fonctionnelle du Maire

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 23 FÉVRIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois février,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le dix-sept février, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre – J. Taverne
M. Pellet - J.M Malek - P. Nivesse - O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal – M. Litton –
F. Boyer - J.M Leiendeckers – B. Deltour – R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève -
C. Prost - A. Jamet – S. Waselynck - I. Gianiel

Absents représentés : G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - A. Conesa excusé pouvoir à F. Bertouy

Absent : B. Lledo

Monsieur le Maire ne pouvant pas assister aux débats ni prendre part au vote, propose d'élire
Monsieur Marcou, 1^{er} adjoint, président de séance pour cette affaire.

Monsieur Marcou est élu président de séance à l'unanimité.

Monsieur le Maire quitte la salle du Conseil municipal.

Monsieur Marcou, 1^{er} adjoint, rapporte :

La loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité a introduit dans le Code général des collectivités territoriales un article L.2123-35 aux termes duquel le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation bénéficient de la protection de la commune contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions.

Si l'article L.2123-35 du CGCT ne vise que les « violences, menaces ou outrages », cette liste n'est pas limitative, le législateur ayant expressément entendu aligner le régime de protection des élus sur celui des fonctionnaires. Sont donc également visées les diffamations ou injures.

Vu la plainte déposée par Monsieur le Maire le 13 décembre 2016 auprès de la police nationale au motif qu'il a reçu en mairie des courriers de menace de mort,

Vu la plainte déposée par Monsieur le Maire le 20 décembre 2016 auprès de la police nationale pour les motifs suivants :

- affichage d'une liste le 17 décembre 2016 avec photographies et identités des membres de l'équipe municipale, portant la mention « WANTED » sur les panneaux d'affichage de la ville,
- dépôt de clous devant le garage du domicile du maire
- tirs de billes métalliques sur les services techniques

Vu la plainte déposée par Monsieur le Maire le 21 décembre 2016 auprès de la police nationale au motif qu'il a été victime d'effraction de son domicile.

Monsieur le Maire sollicite le Conseil municipal afin qu'il lui accorde le bénéfice de la protection fonctionnelle à la suite des faits dont il a été victime à raison de ses fonctions.

Seule l'assemblée délibérante est compétente pour apprécier si les conditions d'ouverture du droit à la protection sont réunies.

Cette obligation peut avoir pour objet, non seulement de faire cesser les attaques auxquelles le maire est exposé mais aussi de lui assurer une réparation adéquate des torts qu'il a subis, laquelle peut notamment consister à l'assister dans les poursuites judiciaires qu'il peut entreprendre pour se défendre. C'est à l'assemblée délibérante d'apprécier au cas par cas, les modalités appropriées à l'objectif poursuivi.

Considérant, compte tenu de l'ensemble des circonstances de l'espèce, que les conditions légales énoncées à l'article L.2123-35 sont remplies et qu'aucun motif d'intérêt général ne fait obstacle à ce que le bénéfice de la protection fonctionnelle soit accordé à Monsieur le Maire,

Considérant que l'administration doit prévenir les attaques contre les élus, tout comme les agents et leur apporter son soutien et que lorsqu'elle a connaissance d'attaques imminentes ou en cours, elle doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour les éviter ou les faire cesser ;

L'exposé de Monsieur Marcou entendu et après en avoir délibéré, par 21 voix (6 abstentions : C. Germain, A. Estève, C. Prost, A. Jamet, S. Waselinck, I. Gianiel) :

- Accorde le bénéfice de la protection fonctionnelle à Monsieur le Maire, en vue de prendre en charge les frais d'avocat et permettre la réparation des préjudices matériels, corporels, financiers ou moraux.
- Dit que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 23 février 2017
Le Maire
Jean-Pierre RICO

